



Bureaux Nationaux

5 rue de la Haye – Le Dôme – 95703 Roissy CDG Cedex

☎ : 01.41.56.04.08 / ☎ : 01.41.56.04.02

☎ : 01.41.56.04.19 / ☎ : 01.41.56.04.09

Courriel : bncgtairfrance@free.fr / e-mail : bnugictaf@free.fr
<http://www.cgtairfrance.com> <http://ugictcgtairfrance.com>



N° 29 - Roissy, mai 2009

En direct du Conseil d'Administration De la mesure dans les mesures ?

➤ Un résultat d'exploitation qui accuse une perte moindre que prévue

La direction du groupe AF/KLM a publié une perte du résultat d'exploitation de 129 millions d'euros contre un résultat négatif initialement annoncé de 200 millions le 26 mars dernier lors d'un « profit warning ».

La spéculation financière et les petits jeux boursiers pratiqués entre amis ont abouti à la déflagration économique et sociale actuelle. Les milieux d'affaires, leurs alliés politiques et industriels portent une très écrasante responsabilité dans ce séisme sans précédent. Les premiers courent toujours.

Le retournement dans les cours du pétrole aura coûté près de 250 millions d'euros au groupe alors que le gain lors des exercices précédents avait été favorable. Sans cette partition inverse jouée par les couvertures carburant, le résultat d'exploitation aurait été positif. Une partie des contrats fait l'objet d'une âpre renégociation.

La désaffectation des classes « avant » génère une baisse de recettes importante dans des proportions significatives. Le comportement des entreprises ne devrait guère évoluer dans les prochaines années. La politique de croissance rentable montre des signes évidents d'essoufflement. Les réseaux court et moyen courrier marquent le pas. On note une rupture importante au second semestre. Les compagnies à bas coûts, galvanisées par la conjoncture, gagnent du terrain.

L'activité Cargo, second métier du groupe en termes de chiffre d'affaires, a été secouée par la chute brutale des échanges. Depuis ces dernières semaines, l'activité se débride. La descente aux enfers semble enrayée. Pour le moment, l'activité Maintenance de son côté ne connaît pas la crise. Deux raisons à cela : impact de la crise décalé dans le temps et report dans le renouvellement de la flotte. Les activités fondées sur la croissance externe et l'exploitation de salariés à des conditions patronales minorées enregistrent de nouvelles performances. Le chiffre d'affaires Loisirs (Transavia) explose et la division Catering (Servair) engrange des bénéfices. Le ton est donné !

La trésorerie du groupe se maintient à un niveau élevé, à plus de 4 milliards d'euros. La direction de l'entreprise a proposé aux Conseils d'Administration de ne pas verser de dividendes cette année. Cette mesure raisonnable n'a pu qu'emporter l'adhésion de la CGT dont la position sur cette question et d'autres, comme le maintien d'un régime de retraite complémentaire pour quelques personnes, demeure constante. La CGT se prononce contre ces dispositifs particuliers.

Malgré un résultat d'exploitation négatif, le titre a bondi de + 11 %, s'illustrant parmi les valeurs haussières du CAC 40. La suppression programmée de plusieurs milliers de postes qui s'ajoute aux 3000 de l'exercice précédent a immédiatement été interprétée par le marché. Le message est sans équivoque. A quelques semaines de l'AG des actionnaires, le groupe confirme qu'Air France est bien une entreprise comme les autres qui taille dans ses effectifs et dont l'action remonte.

➤ Des mesures à considérer à la loupe plutôt qu'à la longue vue

La réduction massive du nombre de postes a pour finalité l'abaissement de la masse salariale et pour conséquence immédiate la déstabilisation de l'organisation du travail. Sous-estimer la portée des mesures de la phase 1 du plan de réduction des coûts malicieusement labellisé « Riposte graduée » reviendrait à passer à côté de l'essentiel. La phase 1 valide la suppression de milliers de postes et l'arrêt des effectifs CDD et MOE, dont les emplois ont été détruits.

Il ne s'agit pas de mesures transitoires. Supprimer des milliers de postes dans de telles proportions implique la mise en œuvre de nouvelles organisations du travail. L'effet est garanti, l'impact durable. A terme, une modification des contours de l'entreprise est à craindre.

Contrairement au cliché patronal en vigueur selon lequel l'employeur aurait gradué sa réaction proportionnellement à l'évolution de la situation, c'est-à-dire en fonction du volume de cash restant disponible, les phases qui s'enchaînent sont les facettes d'un vaste plan social qui ne dit pas son nom. On peut d'ores et déjà identifier plusieurs volets, déclinés soigneusement, méthodiquement, et dont la cause est la suppression de milliers de postes.

Pour pallier les coupes claires opérées dans les effectifs, l'employeur impose habilement d'injecter une bonne dose de mobilité (renforts...) et de flexibilité (CHS, RTT, CA...). A dose homéopathique dans un premier temps. A dose forcée ensuite si la réaction des personnels se fait attendre. Des chefs d'équipe et des responsables de service sont chargés de soutenir un discours qu'ils partagent de moins en moins. La pression mise par l'employeur sur l'encadrement suscite de vives réactions. Le malaise est perceptible.

La mobilité est ici un moyen de déplacer des salariés selon des objectifs de productivité fraîchement relevés (600 millions d'euros contre 400 initialement programmés pour l'exercice 09/10) et dont les niches fluctuent d'un endroit à un autre. La flexibilité est ici une façon pour l'employeur de piloter à sa guise la gestion des temps de travail et de repos de ses salariés. En affaire, pas de petits profits... De la phase 1 dépend la phase 2.

Depuis quelques jours, la direction se heurte aux premières poches de résistance. Les salariés n'apprécient pas qu'on leur soutire insidieusement des jours de repos sans les en avoir avisés préalablement ou qu'on leur pose des jours RTT sur la base de critères insolites ou encore que l'on exige d'eux qu'ils soldent leur compteur CHS alors qu'ils avaient envisagé se faire payer une partie de ces heures de compensation. La CGT et l'Ugict exigent le respect des accords.

L'impact psychologique n'est pas à écarter. Un véritable travail de sape a commencé. Insidieux, il prépare à l'acceptation d'une crise durable.

➤ **Changement de stratégie ? Pour quel objectif ?**

En plus des réformes qui « passeraient » plus volontiers par temps de crise, on observe une recrudescence de plans de restructurations. Le Fret, l'Informatique et le Commercial sont les premiers concernés. Postes avancés dans la fusion AF/KLM, ils inaugurent une nouvelle ère : celle de la croissance profitable.

Cette nouvelle exigence portée par le marché remédie à la politique de croissance rentable que la crise a mise de côté. A l'idée de croissance rentable, fondée par un positionnement contributif sur des segments juteux, succède une représentation plus pragmatique fixée par d'autres conditions de marché sur lequel l'influence du modèle low cost serait prépondérante.

Le sort réservé par le groupe à Air France Cargo est éloquent. Alors que pendant des années, la direction avait des « tonnes d'ambitions » pour Air France Cargo, que cette politique se matérialisait par des investissements importants en termes d'infrastructures et de flotte, l'émergence en pleine crise de Martinair, compagnie cargo à bas coûts, moribonde il y a encore quelques mois, change la donne. Nos compétences sont mises en jachères, des centaines d'emplois sont en jeu. Aux stratégies à long terme succèdent des visées à court terme essentiellement profitables pour les groupes d'actionnaires.

Malgré la réalité de la crise et son impact sur notre métier, plusieurs administrateurs extérieurs n'ont pas caché leur impatience à voir le groupe renouer dans l'immédiat avec les profits. Certains réclament des mesures plus dures sur le corps social d'Air France, d'autres que l'on sorte du périmètre les activités en difficulté. Un Conseil d'Administration entièrement consacré à la stratégie est prévu au mois de novembre. La CGT y assumera toutes ses responsabilités. Gageons que d'ici là, les organisations syndicales auront trouvé des points forts de convergence à la mesure des enjeux.

Pascal ZADIKIAN
Administrateur salarié
Elu CGT et Ugict- CGT